

## Les USA peinent à sécuriser les "minerais de zones de guerre" de la RDCongo

ARIB News, 02/03/2026 – Source Reuters Les États-Unis peinent à sécuriser les "minerais de zones de guerre" du Congo malgré un accord, selon des sources. Les États-Unis ont accompli des progrès dans leur tentative de soustraire les minerais stratégiques du Congo à l'influence de la Chine, mais les conflits, les licences contestées et les exigences de conformité freinent toujours l'avancée de Washington dans une région dominée par son rival, selon des diplomates et responsables du secteur.

La République démocratique du Congo, qui abrite la plus grande réserve mondiale de cobalt ainsi que d'importantes ressources de cuivre et de lithium, est au cœur de la stratégie américaine visant à réduire la dépendance de l'Occident envers la Chine pour les minerais rares. Après la signature d'un accord sur les minerais entre les États-Unis et le Congo en décembre, Kinshasa a remis le mois dernier à Washington une liste restreinte de 44 projets couvrant le cuivre, le cobalt, le lithium, l'étain, l'or et les hydrocarbures, a rapporté Reuters. Le partenariat États-Unis-Congo vise à bloquer des investissements, a indiqué le Département d'État américain, et à soutenir la mise en œuvre d'un accord de paix négocié par Washington entre le Congo et le Rwanda, que Kinshasa accuse de soutenir les rebelles du M23 qui combattent les troupes congolaises dans l'est du pays. Cependant, plusieurs des actifs stratégiques se trouvent dans des zones politiquement sensibles ou font l'objet de litiges sur les permis, rendant improbables des accords miniers rapides et fiables, selon des sources, dont des responsables gouvernementaux et miniers congolais. Ils ont requis l'anonymat en raison de la sensibilité des discussions. LE CONGO FREINE LES ACCORDS, SELON UNE SOURCE. Un diplomate américain a indiqué que Kinshasa ralentissait délibérément la conclusion de nouveaux accords afin d'inciter Washington à accentuer la pression sur le M23 avant toute nouvelle avancée. Reuters n'a pas pu vérifier cette affirmation de façon indépendante. Le gouvernement congolais n'a pas répondu immédiatement aux demandes de commentaires. En off, un haut responsable gouvernemental a qualifié ces allégations de "spéculation". "L'accord a son propre rythme : une période pour recevoir les offres, une période de négociation", a déclaré le responsable. Le Rwanda, qui nie soutenir le M23, n'a pas non plus répondu immédiatement aux sollicitations. Le Département d'État américain a affirmé à Reuters que les États-Unis restent "profondément préoccupés" par la violence dans l'est du Congo et incitent les partenaires régionaux à renforcer le cessez-le-feu, exhortant le Rwanda à cesser son soutien au M23 et à se retirer conformément à l'accord de paix de décembre. Le Département a ajouté que Washington espère voir des avancées rapides sur des dossiers clés, notamment une proposition de vente par Glencore d'actifs cuivre-cobalt au consortium Orion soutenu par les États-Unis, l'offre de Virtus Minerals, basée aux États-Unis, pour Chemaf (axé sur le Congo), et l'extension de la ligne ferroviaire du corridor de Lobito. L'inscription par Kinshasa de la mine de Rubaya sur la liste restreinte, qui fournit environ 15% du coltan mondial et se trouve sous le contrôle du M23/AFC, montre que le Congo souhaite une action américaine renforcée contre le M23, selon Joshua Walker du Congo Research Group de la NYU. L'investissement est peu probable tant que le groupe détient le territoire, a-t-il ajouté. L'influence américaine sur la sécurité s'est manifestée sur certains sites miniers. Alphamin Resources n'a redémarré sa mine d'étain de Bisimbo qu'après que la pression diplomatique américaine a permis d'apaiser les combats dans la région, même si l'entreprise prévient que de nouveaux affrontements pourraient menacer l'accès et les opérations. EMBOUTEILLAGE DES PERMIS Le blocage des permis au Congo constitue un frein structurel à de nouveaux investissements américains, selon Michael Bahati, analyste en chef du cabinet-conseil Ascendance Strategies. De plus, certains actifs de la liste de Kinshasa sont englués dans des litiges, des droits incomplets, des dossiers de propriété lacunaires et des rapports de transparence lents. À Manono, une ressource lithium de classe mondiale, la société KoBold, soutenue par les États-Unis, tente actuellement de régler un différend avec l'australienne AVZ, tandis que la chinoise Zijin, dans la même zone, prépare des expéditions pour juin. Des actifs cuivre-cobalt de grande qualité, dont les concessions de Chemaf et de Gacamines, sont confrontés à des litiges politiques et à des antécédents de permis qui découragent les bailleurs occidentaux. La vente de Chemaf à Virtus, soutenue par les États-Unis, a ralenti après que les propriétaires ont signalé que l'offre d'environ 30 millions de dollars ne couvrirait pas les lourdes dettes de l'entreprise. Même pour les soi-disant "victoires faciles" -- comme le retraitement des rejets ou les projets de raffineries de cobalt -- Kinshasa a indiqué que le succès dépendait de formes de gouvernance et de garanties de sécurité que seuls Washington peut contribuer à fournir. Ces blocages créent un écart entre l'ambition stratégique des États-Unis et leur capacité à mobiliser rapidement des capitaux, selon Geraud-Christian Neema, analyste de la géopolitique des ressources naturelles en Afrique. Washington se concentre sur les actifs "prêts à produire". Un changement à plus long terme exigerait que des entreprises américaines acceptent d'assumer des risques à la congolaise et d'attendre des années avant de récolter les fruits, un engagement que "peu de groupes américains sont prêts à prendre", estime-t-il. PROCÉDURE OCCIDENTALE VS VITESSE CHINOISE Les responsables congolais reconnaissent vouloir que les acteurs américains aillent plus vite, mais affirment qu'ils ne peuvent pas contourner les obligations de conformité. Alors que les entreprises américaines et occidentales doivent souvent satisfaire à des exigences telles que la vérification anti-corruption, la preuve de chaînes de propriété claires et la documentation des risques pour les communautés, les groupes chinois ne sont pas soumis aux mêmes régimes. À Manono, l'avance de Zijin dans la construction de routes, d'infrastructures électriques et portuaires favorise le projet. Le responsable congolais de KoBold a indiqué que l'entreprise cherchera à partager ces infrastructures une fois les litiges de propriété résolus, un rythme qui reflète le fardeau de conformité des groupes soutenus par Washington. Le contraste est flagrant dans le secteur minier congolais : les opérateurs chinois peuvent absorber une incertitude que les groupes occidentaux ne peuvent pas, permettant aux entreprises locales de faire avancer les projets tandis que les sociétés américaines restent bloquées dans des cycles de due diligence. Pour l'heure Kinshasa a aussi à attirer Washington plus loin dans son orbite des minerais stratégiques, misant sur le fait que

l'attention américaine se traduira par des dividendes sécuritaires et politiques, estime Walker de la NYU. "Mais la forme que prendra finalement cet engagement reste incertaine." Or, avec des entreprises chinoises contrôlant déjà plus de 70% des actifs cuivre-cobalt et autres minerais rares du Congo, rien n'indique pour l'instant que Washington puisse vraiment desserrer l'étreinte de Pékin. Source Reuters - Traduit par Zonebourse